

# La lutte contre la corruption ébranle la politique arménienne

## Les enquêtes se multiplient depuis l'arrivée de Pachinian au pouvoir

MOSCOU - *correspondante*

**M**oins de trois mois après avoir été porté au poste de premier ministre, le 8 mai, par un mouvement inédit de protestations dans la rue, Nikol Pachinian s'est vanté d'avoir déjà récupéré l'équivalent de 36 millions d'euros. L'ex-oppo- sant âgé de 43 ans, qui avait promis de s'attaquer à la corruption, véritable fléau en Arménie, est passé aux actes : l'ancienne petite république soviétique du Caucase vit depuis plusieurs semaines au rythme des scandales qui touchent tous les secteurs, l'administration, l'armée ou les douanes, et des interpellations qui se multiplient jusque dans l'entourage proche de l'ancien président, Serge Sarkissian.

Son prédécesseur, l'ancien président Robert Kotcharian (1998-2008) fait lui-même face à la lourde accusation d'avoir « *renversé l'ordre constitutionnel arménien* ». Actuellement libre, il risque jusqu'à quinze ans de prison s'il est reconnu coupable de fraude électorale en ayant fait basculer, en février 2008, le vote en faveur de son allié de l'époque, Serge Sarkissian. Des affrontements avaient alors éclaté au cours desquels huit manifestants et deux agents de police avaient été tués. « *C'est une accusation absolument fabriquée, s'est défendu M. Kotcharian, jeudi 26 juillet, sur la chaîne de télévision Yerkir Media TV. Il s'agit clairement d'une persécution politique, une vendetta de la "révolution de velours".* »

Arrêté pour avoir organisé ces

manifestations, Nikol Pachinian avait été condamné à sept ans de prison, puis libéré dans le cadre d'une amnistie en 2011. Sept ans plus tard, au printemps dernier, l'ex-oppo- sant s'était imposé à la faveur d'un vaste mouvement pacifique qu'il avait lui-même baptisé « *révolution de velours* ».

Le premier coup de massue est tombé dès la mi-juin, avec la perquisition menée sous l'œil des caméras au domicile du général à la retraite Manvel Grigorian, ex-député du Parti républicain au pouvoir depuis 1990, et ancienne figure populaire de la guerre contre l'Azerbaïdjan dans le Haut-Karabakh. Tout a été filmé. Sidérés, les Arméniens découvrent alors qu'il était allé jusqu'à détourner les collectes et les rations alimentaires destinées aux soldats sur le front, pour nourrir son zoo personnel.

Les images de dizaines de cartons empilés, dont certains contenaient des armes, sans parler des sommes d'argent et des voitures de luxe trouvées sur place, ont fait le tour des foyers. « *On savait, tout le monde savait, mais voir la réalité de ce pillage comme ça... Il y avait quelque chose de quasi pornographique dans ces vidéos* », témoigne une journaliste jointe par téléphone. Placé en détention et privé de son immunité parlementaire, M. Grigorian, vétéran chargé de la distribution humanitaire à l'armée, a finalement été exclu du Parti républicain, après la publication de nouvelles preuves de sa culpabilité.

D'autres enquêtes ont été lancées dans le proche entourage de l'ancien président Sarkissian, qui avait tenté de rester au pouvoir

comme chef de gouvernement avant de devoir y renoncer sous la pression des manifestants. Son neveu, tout d'abord, dont l'entreprise est soupçonnée d'avoir subtilisé 500 000 euros aux impôts, puis son propre frère, Alexandre Sarkissian, et d'autres membres de la famille, ont été perquisitionnés. Pris dans la tourmente après la publication d'une vidéo sur ses possessions luxueuses, le maire d'Erevan, Taron Margarian, a démissionné. Alors qu'il est dans le collimateur des services d'investigation, il lui est reproché des fraudes financières au sein de la Fondation Erevan, dont il préside le conseil d'administration.

Le maire de la capitale avait été plusieurs fois la cible de Nikol Pachinian, qui a fondé une grande partie de sa popularité sur la dénonciation des abus des élites. Les accusations à leur rencontre ne datent pas d'hier, mais la liste des personnes concernées qui s'allonge chaque jour, ainsi que les révélations sur les malversations supposées, ébranlent ce pays pauvre de 2,9 millions d'habitants. Accusé d'enrichissement illégal, l'ancien chef de la sécurité de M. Sarkissian pourrait être également relâché selon des médias arméniens, moyennant cette fois le versement d'une caution d'un milliard de drams (1,8 million d'euros).

**« Trouver chaque centime volé »**

« *Ce qui se passe est une suite logique des promesses de Pachinian, estime Arkadi Doubnov, expert indépendant de l'Asie centrale et du Caucase à Moscou. Il va sans*

*doute continuer jusqu'à l'ouverture de quelques grandes affaires pénales pour montrer qu'il est efficace. Mais il y a une certaine limite au-delà de laquelle il ne pourra pas aller, car pour gérer le pays, il ne dispose que d'un petit "banc de remplaçants". Pour aller plus loin, il lui faudra trouver de l'aide à l'extérieur. Or, entre la Russie et l'Occident, il marche déjà sur le fil du rasoir.»*

Dans le délai maximum d'un an depuis la nomination de M. Pachinian à la tête du gouvernement, de nouvelles élections parlementaires devront être organisées. Et déjà, les rumeurs s'amplifient quant à des résistances organisées face à l'ampleur de la purge en cours.

« Nous devons trouver chaque centime volé, s'est justifié le pre-

mier ministre, le 15 juillet, en direct sur Facebook. *La lutte contre la corruption est une priorité pour nous (...), mais parfois, il y a le sentiment que certains cercles sabotent les enquêtes. Je continue à dire que la lutte contre la corruption doit activement se poursuivre en Arménie, mais qu'elle doit se faire dans les limites du droit, et de la défense des droits de l'homme.»*

Promettant de nouvelles nominations « si les efforts ne sont pas assez efficaces », il avait ajouté : « Je l'ai dit ouvertement (...), la corruption n'a pas été le fait d'une poignée de personnes, il y avait des centaines, des milliers de personnes impliquées. »

L'ancien journaliste charismatique n'est pas non plus exempt de critiques. Plusieurs rédacteurs en chef de journaux, dont Aravot,

Hraparak et d'autres, lui reprochent de contourner les médias en utilisant les réseaux sociaux, qui ont contribué à son ascension. Le quotidien *Joghovourd* a aussi récemment révélé que le gouvernement se désabonnait de la presse écrite, déjà en proie à des difficultés financières, au motif d'une « optimisation » de ses dépenses.

Lui-même fondateur et rédacteur de l'un des principaux quotidiens du pays, *Haykakan Jama-nak*, dont la rédactrice en chef n'est autre que son épouse, Anna Hakobian, le nouveau premier ministre a délibérément choisi, à plusieurs reprises, de s'adresser aux Arméniens en direct sur Facebook, en répondant aux questions des internautes qui avaient reçu le plus de « J'aime ». ■

**ISABELLE MANDRAUD**